



DEPARTEMENT DES
PYRENEES-ORIENTALES

MAIRIE DE FORMIGUERES

**Marché de Crédit –bail pour le
financement d'un engin de déneigement
neuf type tracteur agricole et reprise d'un
camion Mercedes U 300 des services
techniques**

Marché de fournitures

**Cahier des clauses
administratives particulières
CCAP**

N° de Marché						
0	2	-	2	0	1	8

Mairie de Formiguères | 1 Place de l'Eglise | 66210 FORMIGUERES

vendredi 27 juillet 2018

12:00

Article 1 - Définition des prestations

Les stipulations du présent document concernent les prestations désignées ci-dessous :

Marché de Crédit –bail pour le financement d'un engin de déneigement neuf type tracteur agricole et reprise d'un camion Mercedes U300 des services techniques.

Article 2 - Forme du marché

Marché ordinaire passé par un pouvoir adjudicateur.

Article 3 - Documents contractuels

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes, listées par ordre de priorité décroissant.

- Acte d'engagement et ses éventuelles annexes,
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP),
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

Article 4 - Type de prix

Les prestations sont traitées à prix unitaires.

Les prix unitaires du bordereau de prix sont appliqués aux quantités réellement exécutées.

Article 5 - Modalités de variation du prix

Les prix sont fermes.

Article 6 - Contenu des prix

Les prix sont réputés complets.

Ils comprennent notamment toutes les charges fiscales, parafiscales, ou autres frappant obligatoirement la prestation.

Article 7 - Durée du marché

La livraison devra être effectuée au plus tard (délai de rigueur) le 22/11/2018 : engin de déneigement neuf type tracteur agricole et reprise d'un camion Mercedes U300 des services techniques.

Garantie 2 ans minimum.

Assurer l'entretien, l'assistance et le suivi de l'engin de déneigement pendant une durée minimale de 5 (cinq) ans à compter de la date d'acquisition.

Article 8 - Description des fournitures

Marché de Crédit –bail pour le financement d'un engin de déneigement neuf type tracteur agricole et reprise d'un camion Mercedes U300 des services techniques comme décrit dans le CCTP.

Article 9 - Emballage

Les emballages sont restitués au titulaire du marché.

Article 10 - Transport

Les fournitures sont livrées à destination franco de port.

Article 11 - Modalités de livraison

Les fournitures doivent être livrées selon les modalités précisées dans les documents techniques du marché.

Article 12 - Documentation technique

Une documentation technique précisant la composition et les caractéristiques des fournitures ainsi que les procédures courantes de leur utilisation est fournie par le titulaire à la livraison de celles-ci.

Les caractéristiques et les modalités de mise à disposition de la documentation technique sont les suivantes :

Une documentation technique et de sécurité détaillée sera fournie lors de la livraison de la dameuse.

Article 13 - Opérations de vérifications

Les vérifications quantitatives et qualitatives sont effectuées selon les usages de la profession lors de la livraison ou de l'exécution des prestations et dans les conditions prévues aux articles 22 et 23 du CCAG-FCS.

La personne chargée des vérifications est :

Le responsable des services techniques sera responsable de la réception du matériel et sera chargé de la validation et de l'admission de la commande.

La livraison sera réceptionnée et vérifiée par les services techniques de la Commune de Formiguères.

Article 14 - Décisions après vérifications

A la suite des vérifications, la décision d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet sont prises dans les conditions prévues à l'article 25 du CCAG-FCS. La personne chargée des vérifications des prestations est : Le responsable des services techniques.

Il sera responsable de la réception du matériel et sera chargé de la validation et de l'admission de la commande.

Article 15 - Prise en main du véhicule sur site

A la livraison le fournisseur s'engage à la prise en main du véhicule par l'équipe technique. Cette prestation sera incluse dans le prix d'achat du matériel.

Article 16 - Modalités de paiement crédit-bail avec option d'achat

Les modalités de paiement sont les suivantes :

Le paiement s'effectuera sur présentation d'une facture et sera réglée en respect du délai réglementaire de 30 jours.

Les loyers déterminés dans l'acte d'engagement sont réputés fermes.

Article 17 - Forme des demandes de paiements

La demande de paiement reprend le descriptif des prestations effectuées sur la base duquel le montant à payer est établi.

Aucune exigence particulière n'est imposée au titulaire concernant la forme de la demande de paiement. Celle-ci doit néanmoins respecter les usages de la profession et comporter les mentions légales obligatoires fixées à l'article L441-3 du code de commerce (nom et adresse des parties, date de la vente ou de la prestation de service, la quantité, la dénomination précise, le prix unitaire hors TVA des produits vendus et des services rendus ainsi que toute réduction de prix acquise à la date de la vente ou de la prestation de service et directement liée à celle-ci).

Article 18 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, géré par le mandataire du groupement. Si le marché prévoit une répartition le paiement est effectué sur le compte propre à chaque membre du groupement, par dérogation à l'article 12.1.2 du CCAG-FCS.

Article 19 - Monnaie de compte du marché

La monnaie de compte du marché est l'euro pour toutes les parties prenantes.

Article 20 - Délai de paiement

Le paiement des sommes dues est effectué dans un délai global maximum de 30 jours.

Les conditions de mise en œuvre du délai maximum de paiement sont celles énoncées par la loi n°2013-100 du 28 janvier 2013 et le décret n°2013-269 du 29 mars 2013.

Le taux des intérêts moratoires prévu à l'article 8 du décret précité est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

En vertu de l'article 40 de la loi du 28 janvier 2013, le retard de paiement donne lieu, de plein droit et sans autre formalité, au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40 euros conformément à l'article 9 du décret du 29 mars 2013.

Article 21 - Protection de la main d'œuvre et conditions de travail

Conformément aux dispositions prévues à l'article 6 du CCAG-FCS, les travailleurs employés à l'exécution du contrat doivent recevoir un salaire et bénéficier de conditions de travail au moins aussi favorables que les salaires et conditions de travail établis par voie de convention collective, de sentence arbitrale ou de législation nationale pour un travail de même nature exécuté dans la même région.

Article 22 - Garantie technique

Les prestations font l'objet d'une garantie telle que définie dans l'offre du titulaire.
Les dispositions minimales de cette garantie sont celles visées par l'article 28 du CCAG-FCS.

Article 23 - Garanties particulières

Le matériel est garanti pièces et main d'œuvre, intervention ou retour en usine, contre tout défaut de matière ou vice de fabrication pendant 2 an minimum.

Les modalités et la durée de la garantie seront détaillées par le fournisseur.

Article 24 - Assurances de responsabilité civile professionnelle

Conformément à l'article 9 du CCAG-FCS, le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par la conduite des prestations ou les modalités de leur exécution.

Il doit justifier dans un délai de quinze jours courant à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Article 25 - Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS, en cas de retard dans l'exécution des prestations, le titulaire subira une pénalité journalière de 500 euros HT.

Les pénalités de retard ne donnent pas lieu à une quelconque exonération. Les pénalités de retard sont intégralement dues au pouvoir adjudicateur.

Article 26 - Pénalités particulières

En cas de retard dans la remise de la documentation et des documents techniques, une retenue journalière de 70€ sera effectuée.

Article 27 - Clause pénale en cas de manquement à la réglementation relative au travail dissimulé

Suite à mise en demeure restée infructueuse, le titulaire du marché qui ne s'est pas acquitté des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du code du travail, encourt au libre choix du pouvoir adjudicateur soit l'application d'une sanction

financière, soit la résiliation du marché. La sanction choisie par le pouvoir adjudicateur est mentionnée dans la dite mise en demeure.

En cas d'application d'une sanction financière, celle-ci est de 10 % du montant initial du marché, sans pouvoir excéder 225000 euros (45000 euros si le cocontractant est une personne physique), ou sans pouvoir excéder 375000 euros (75000 euros si le cocontractant est une personne physique) en cas d'emploi dissimulé d'un mineur soumis à l'obligation scolaire.

En cas d'application de la résiliation, celle-ci est faite sans indemnités, aux frais et risques du titulaire.

Article 28 - Procédure de sauvegarde, redressement et liquidation judiciaire

Par dérogation à l'article 30.2 du CCAG-FCS, en cas de redressement judiciaire ou de procédure de sauvegarde du prestataire, le marché est résilié si après mise en demeure de l'administrateur judiciaire dans les conditions prévues à l'article L622-13 du code de commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du prestataire.

En cas de liquidation judiciaire du prestataire, le marché est résilié si après mise en demeure du liquidateur dans les conditions prévues à l'article L. 641-11-1 du code de commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du prestataire.

La résiliation, si elle est prononcée, prend effet à la date de l'évènement. Elle n'ouvre droit, pour le prestataire, à aucune indemnité.

Article 29 - Résiliation

Le présent document ne déroge pas au CCAG-FCS en ce qui concerne les modalités de résiliation du marché.

Article 30 - Attribution de compétence

Le Tribunal Administratif de Montpellier est compétent pour tout litige concernant la passation ou l'exécution de ce marché.

Article 31 - Dérogations

L'article 7 - Durée du marché - Délais d'exécution déroge à l'article 13 du CCAG-FCS.

L'article 18 - paiement des cotraitants déroge à l'article 12.1.2 du CCAG-FCS.

L'article 25 - Pénalités de retard déroge à l'article 14.1 du CCAG-FCS.

L'article 26 - Règles générales d'application des pénalités déroge à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS.

L'article 28 - Procédure de sauvegarde, redressement et liquidation judiciaire déroge à l'article 30.2 du CCAG-FCS.